

Ministère des Affaires étrangères et
du Commerce international

CONFÉRENCE COMMÉMORATIVE O.D. SKELTON

**DES MÉDIAS MODERNES
ET
DES AFFAIRES INTERNATIONALES**

EXPOSÉ DE M. ROBERT MACNEIL

HALIFAX (Nouvelle-Écosse)
Le 27 novembre 1993

**Ministère des Affaires étrangères et
du Commerce international**

CONFÉRENCE COMMÉMORATIVE O.D. SKELTON

**DES MÉDIAS MODERNES
ET
DES AFFAIRES INTERNATIONALES**

EXPOSÉ DE M. ROBERT MACNEIL

**HALIFAX (Nouvelle-Écosse)
Le 27 novembre 1993**



*Imprimé sur du
papier recyclé*

Conférence commémorative O.D. Skelton

Oscar Douglas Skelton est né le 13 juillet 1878 à Orangeville, en Ontario. Après avoir mené de brillantes études de premier cycle à l'université Queen's de Kingston (Ontario), M. Skelton a reçu sa maîtrise ainsi que des médailles d'excellence en latin et en grec. En 1908, il obtenait son doctorat en économie politique de l'université de Chicago. La même année, il était nommé professeur de sciences politique et économique à l'université Queen's. Onze ans plus tard, il était nommé doyen des arts, poste qu'il a occupé jusqu'à sa démission de l'Université en 1925. Auteur prolifique, M. Skelton a signé plusieurs ouvrages importants, dont les biographies de Sir Alexander Tilloch Galt et de Sir Wilfrid Laurier.

En 1925, à la demande du Premier ministre W.L. Mackenzie King, M. Skelton a accepté de succéder à Sir Joseph Pope au poste de sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Jusqu'à son décès, à la fin de janvier 1941, il a été conseiller principal du premier ministre ou "vice-premier ministre". Mackenzie King a déclaré que sa mort était la "plus grande perte que j'aie subie depuis le début de ma vie politique". Un historien canadien l'a qualifié tout simplement de fonctionnaire le plus influent de l'histoire canadienne.

En tant que chef du ministère des Affaires extérieures pendant plus de quinze ans, M. Skelton a aidé à définir une politique étrangère canadienne distincte. En outre, il a recruté un groupe d'agents remarquablement compétents. M. Skelton croyait fermement à la nomination et à la promotion au mérite. La liste des personnalités qu'il a attirées à Ottawa est impressionnante; elle comprend notamment deux gouverneurs généraux (Georges Vanier et Jules Léger), un premier ministre (Lester B. Pearson) ainsi qu'un grand nombre de hauts fonctionnaires.



O.D. Skelton

Robert MacNeil est né à Montréal (Québec) en 1931 et a grandi à Halifax. Après avoir obtenu un diplôme de l'université Carleton à Ottawa en 1955, il a déménagé à Londres, où il a d'abord travaillé à l'agence de presse Reuters puis à la National Broadcasting Corporation. De 1963 à 1967, il a été correspondant de NBC à Washington et à New York et, de 1967 à 1971, il a couvert la politique américaine et la politique européenne pour la British Broadcasting Corporation.

Après son retour à Washington, M. MacNeil a coanimé avec Jim Lehrer la couverture des audiences du Sénat sur le Watergate pour le Public Broadcasting Service, ce qui lui a valu son premier Emmy. En octobre 1975, il a lancé avec Jim Lehrer une émission d'information quotidienne d'une demi-heure *The Robert MacNeil Report with Jim Lehrer* (plus tard *The MacNeil/Lehrer Report*) consacrée chaque soir à une seule question. Cette formule innovatrice est devenue après huit ans *The MacNeil/Lehrer NewsHour*, première émission d'information d'une heure présentée en soirée aux États-Unis. Dix ans plus tard, *NewsHour* continue de rapporter d'importants prix de télédiffusion.

Robert MacNeil a écrit plusieurs livres, dont *The People Machine: The Influence of Television on American Politics*, *The Story of English* (avec Robert McCrum et William Cran), et deux mémoires, *The Right Place at The Right Time* et *Wordstruck*. Son premier roman, *Burden of Desire*, se situait en Nouvelle-Écosse pendant la Première guerre mondiale, et il achève présentement le second.

C'est un plaisir à bien des égards de me trouver ici aujourd'hui, à Halifax, la ville qui a grandement modelé mon imagination et qui la nourrit encore, de me retrouver à King's et Dalhousie¹, institutions où l'on s'est efforcé de discipliner mon esprit, et que l'on me demande de prendre la parole à cette conférence donnée à la mémoire du légendaire O.D. Skelton.

Me trouver en ces murs me rappelle que vous avez formé un des plus fins diplomates de l'ère Skelton, Charles Ritchie, Haligonien cultivé et plein d'esprit. Dans ses carnets, célèbres à juste titre, il écrivait à la fin des années cinquante :

Je n'ai jamais pu comprendre la méfiance et l'inquiétude que la presse suscitait chez certains diplomates, car dans la relation bilatérale qui unit le diplomate au journaliste, le premier a souvent autant à gagner que le second.

Il faut savoir, cependant, qu'à l'époque, M. Ritchie, qui connaissait énormément de monde, entendait par «journaliste» des gens comme Walter Lippman et James Reston – des hommes rompus aux subtilités de la politique, qui avaient la confiance des présidents et des secrétaires d'État, des journalistes qui savaient aussi bien que tout diplomate quelle fourchette utilisée avec quel plat lorsqu'ils dînaient à la table du capitaine du navire de la nation.

Je doute que M. Ritchie rencontrerait la même sympathie et la même nourriture spirituelle aux points de presse qu'affrontent les diplomates aujourd'hui – encore qu'il ne manquerait pas de les trouver divertissants par certains aspects.

Le mot *scrum*, équivalent anglais du point de presse, est intéressant. Pour autant que je sache, c'est un terme qui s'emploie exceptionnellement dans les relations entre le gouvernement et les médias canadiens. Le fait d'avoir choisi un mot qui évoque la sueur, le désordre et des genoux écorchés donne à penser qu'aujourd'hui, les milieux officiels n'aiment pas avoir affaire à la presse. Et par presse, on entend télévision, un média que d'aucuns comparent, dans ses méthodes, à des Wisigoths montant à l'assaut des paisibles vignobles et des cloîtres sacrés de l'*establishment* de la politique étrangère.

Si c'est ainsi qu'ils voient la situation, les responsables canadiens ne sont pas seuls dans leur désarroi.

1. Collège King, Université Dalhousie

M. George Kennan, diplomate et chercheur vénéré, a été consterné de voir les États-Unis s'embarquer dans l'affaire somalienne. «Il s'agit d'une terrible erreur politique», écrivait-il, due essentiellement à l'émotion suscitée «par la couverture que les médias américains, et surtout la télévision, ont accordée à la situation en Somalie».

M. Kennan écrivit ceci au *New York Times* :

[. . .] si la politique américaine dépend désormais des impulsions et des émotions populaires, et notamment de celles provoquées par les chaînes de télévision commerciales, il n'y a plus place non seulement pour moi-même, mais pour ce que l'on a toujours considéré comme étant les organes délibératoires responsables de notre gouvernement, tant dans l'exécutif que dans le législatif.

Quand elle a quitté les Affaires extérieures en juin dernier, M^{me} Barbara McDougal² s'est faite l'écho, de façon plus modérée, de ce cri du coeur dans les propos qu'elle a tenus à *Maclean's* :

L'opinion publique a tendance à réagir à ce que la télévision montre et dit. Cela peut être très dangereux ou très utile. Dans une certaine mesure, le monde est intervenu en Somalie à cause de la couverture médiatique accordée à ce pays. Au même moment, on ne parle pratiquement pas de la famine au Soudan. La question est simple mais effrayante : quand les caméras passent à autre chose, est-ce que la politique étrangère doit en faire autant?

Le secrétaire d'État américain, M. Warren Christopher, a dit les choses plus crûment l'autre jour :

La télévision est un merveilleux phénomène et parfois même un instrument de liberté. Mais on ne saurait faire des images télévisées l'Étoile polaire de la politique étrangère américaine.

M. George Kennan s'était alors exprimé de nouveau :

Des bribes d'une réalité visuelle qui apparaît à l'écran puis disparaît, un jour présentes, le lendemain envolées, là n'est pas «l'information» qui permet de juger posément de problèmes internationaux complexes.

2. Ancienne secrétaire d'État aux Affaires extérieures

M. Kennan, M^{me} McDougall et M. Christopher semblent tous, suggérer que la télévision usurpe la fonction de personnes responsables qui, au gouvernement, ont pour mandat de fixer l'ordre du jour des relations internationales et de définir l'intérêt national.

M. Michael O'Neill, ancien rédacteur en chef du *New York Daily News*, abonde dans ce sens. Dans un nouveau livre intitulé *The Roar of the Crowd* (Le rugissement de la foule), il écrit : «Grâce à la révolution des communications et aux progrès technologiques, le vieux monde de la diplomatie s'effondre.» Le jeu était réservé à des professionnels qui considéraient l'opinion publique comme vulgaire et qui n'avaient que dédain pour la classe politique, pour les journalistes et, très souvent, pour les hommes d'État qui les employaient. «Aujourd'hui, cependant, poursuit M. O'Neill, tous les Tom, Dick et Harry piétinent leurs tapis rouges. Les diplomates ne sont plus les principaux gardiens de la politique. Leur art est celui d'une époque révolue [. . .] et les ambassadeurs appartiennent maintenant à une espèce menacée.»

Cette observation fera sans doute plaisir à Pierre Trudeau. Il y a 25 ans déjà, il pensait que la diplomatie était dépassée. Granatstein et Bothwell citent des propos qu'il a tenus à un journaliste : «Quand le télégraphe a été inventé, il fallait une dépêche pour savoir ce qui se passait dans le pays A, alors que maintenant, il suffit la plupart du temps d'ouvrir un bon journal pour en être informé.»

Aujourd'hui, apparemment, il suffit de regarder CNN.

Quand le roi Hussein de Jordanie a été irrité par quelque chose qu'avait dit George Schultz sur CNN, ce n'est pas son ministre des Affaires étrangères ou son ambassadeur à Washington qu'il a appelés mais CNN, pour faire diffuser sa réponse. Quand on l'a critiqué de prendre le parti de l'Irak dans la guerre du Golfe, c'est encore CNN que le Roi a choisi comme moyen le plus rapide et le plus puissant pour s'adresser au président Bush.

D'abord hésitant quant à l'attitude à adopter face au coup d'État de 1991 à Moscou, le président Bush n'a décidé de qui bénéficierait de son soutien qu'après avoir vu, à la télévision, un Boris Eltsine provoquant, grimpé sur un char.

Après la guerre du Golfe, certain que les coups portés à Saddam Hussein provoqueraient la chute de ce dernier, le président Bush était déterminé à ne pas se laisser entraîner dans les luttes intestines irakiennes. Mais Saddam Hussein s'est attaqué aux Kurdes et les images de leur drame étaient si poignantes que M. Bush ne put faire autrement qu'intervenir pour les protéger.

Quand le président Reagan vit les images télévisées du massacre des Palestiniens dans les camps de réfugiés au Liban, il s'empessa d'envoyer les Marines sur place pour une mission présomptueuse qui se termina tragiquement.

Il est banal maintenant de dire, comme Marshall McLuhan, que la guerre du Vietnam a été perdue dans les salons américains. La situation était beaucoup plus compliquée que cela, comme je l'ai expliqué ailleurs, mais il y a un fond de vérité dans l'observation. Et depuis le Vietnam, l'audience et l'omniprésence de la télévision se sont accrues à un rythme exponentiel.

Faut-il en déduire que la télévision dicte la politique étrangère? Espérons que non. En revanche, elle donne plus que jamais la parole à l'opinion publique quand vient le moment de décider quel est l'intérêt national et quelle politique adopter pour le défendre. Ce qui peut se révéler fort ennuyeux pour les décideurs. Si la population s'exprime haut et fort, c'est habituellement parce qu'indifférente aux infinies nuances des personnages formés à en trouver, elle se comporte comme un éléphant dans le magasin de porcelaine des spécialistes. Toutefois, j'ajouterais qu'au fond le procédé est plus démocratique.

Nous ne devrions pas être surpris de ce que la télévision, qui a modifié toutes nos institutions, altère la conduite des affaires internationales.

L'automobile a changé nos paysages, nos cités et nos campagnes. Elle a révolutionné l'habitat et les villes, le magasinage, les modes de transport et les loisirs. La télévision, en revanche, a modifié notre paysage *intellectuel*, reléguant, dans une certaine mesure, au second plan l'écrit qui, depuis cinq cents ans, est le véhicule de notre raisonnement.

Dans l'Europe médiévale, l'Église gouvernait la pensée, délimitait l'imagination populaire. En fait, elle expliquait tout. Aujourd'hui, c'est la télévision qui dessine les limites de l'imagination populaire, et ces limites sont très vastes, souvent même trop vastes.

Jamais aucun phénomène n'a égalé la télévision dans son ubiquité, dans la séduction qu'elle exerce, dans son incitation à l'absorption passive, dans son imitation de la vie, dans la compagnie qu'elle apporte, dans sa capacité de transcender les frontières internationales et les barrières de classe et de faire fi de l'alphabétisme. Peut-on parler d'hyperbole en décrivant un instrument qui donne à la tribu africaine à peine sortie de l'Âge de pierre et à la reine Elizabeth au Palais de Buckingham un amour friand de la même série d'émissions, *Dallas*?

En moyenne, la seule chose que les gens font plus que regarder la télévision, c'est travailler et dormir. S'ils n'ont pas de travail à faire et qu'ils ne peuvent dormir, ils regardent la télévision. Celle-ci fait sans doute reculer l'écrit, mais elle fait aussi vendre des millions de livres. Tout en la déplorant, les universitaires aussi recherchent la légitimité sociale que la télévision confère aux messages qu'elle diffuse. Et ainsi de suite.

La télévision a créé un autre type d'opinion publique. S'agissant des problèmes qui touchent aux affaires étrangères, la population est exposée à la même réalité apparente que ses dirigeants. Elle ne constitue plus une masse à qui il faut vendre une politique déjà bien arrêtée. Elle voit la politique se définir et, pourrait-on dire, elle *oblige* que la politique soit définie. Évidemment, l'opposition politique, loyale ou pas, voit les mêmes images et elle est capable de les utiliser, comme toute autre preuve, pour contester la compétence du gouvernement.

La télévision est le véhicule public de la révolution de l'information, et son expression la plus bruyante.

Nombre de techniques nouvelles employées par une myriade de groupes d'intérêt ont transformé la façon dont la nation s'adresse à la nation et modifié la manière dont se forge l'opinion. L'avion, le télécopieur, le téléphone cellulaire, le satellite, les relais satellite portatifs, le transfert électronique de données, les réseaux informatiques, les cassettes audio et vidéo, la radio et la télévision sont autant de moyens aujourd'hui à la disposition des gens d'affaires, des spéculateurs, des experts médicaux, des écologistes, des universitaires, des écrivains, des journalistes, des dissidents politiques, des intégristes, des narcotrafiquants, des publicitaires et des agents de relations publiques pour se transmettre des informations à l'intérieur d'un pays et d'un pays à l'autre. Or, la masse d'informations que toutes ces personnes font circuler est bien supérieure à celle que les gouvernements contrôlent.

À Moscou, pendant le coup d'État de 1991, les loyalistes se sont servis d'un réseau informatique privé national qui avait des correspondants en Occident, de télécopieurs et de postes émetteurs portatifs pour mobiliser les partisans de Boris Eltsine. Quand le KGB a fermé des journaux et des stations de radio, ces partisans ont enregistré des bulletins de nouvelles de dix minutes qu'ils ont fait passer subrepticement à la BBC et à Radio Liberté pour qu'ils soient diffusés en Occident et captés en Russie. Plus tard, Edouard Chevardnadze s'est exclamé : «Louée soit la technologie de l'information! Louée soit CNN!»

Même dans les pays fermés, la population dispose maintenant de beaucoup plus de sources d'information qu'auparavant. Les téléphones portatifs et les récepteurs de poche envahissent la Chine. À Beijing, les antennes paraboliques poussent sur des milliers de toits, et elles captent un nouveau canal asiatique de la BBC et CNN. Quand la télévision est devenue trop ostentatoire, la nouvelle miniaturisation a augmenté l'influence des radios onde courte. Le renversement du shah par l'ayatollah Khomeiny a été précédé par un déferlement secret de cassettes audio enregistrées par ce dernier et envoyées aux mollahs, qui les ont distribuées aux fidèles chiites.

Dans la population de tout pays, on trouve de nombreux groupes d'intérêt que les nouvelles communications permettent de mieux mobiliser, tous, en vue de plaider leurs causes.

La télévision est toujours omniprésente et incontournable, distillant à tous ces groupes les éléments les plus «intéressants» de toutes leurs informations; enflammée ou détachée au gré de ses caprices, dramatisant tel sujet et ignorant tel autre, mue par la nécessité de se renouveler et par l'obligation d'attirer un public. Dans son insatiable appétit de nouveautés, elle reste à l'affût de la controverse, de la violence et de toutes les douleurs du monde. Ceux qui ont une idée à vendre, une cause à défendre, un scandale à dénoncer, s'adressent à la télévision. En Somalie, ce ne sont pas simplement les images que le public a trouvées déchirantes : ces images sont devenues plus éloquentes avec les paroles prononcées par Audrey Hepburn pour l'UNICEF et par Mary Robinson d'Irlande du Nord.

Les premiers à courtiser la télévision, ce sont les gouvernements et la classe politique parce qu'elle leur est devenue indispensable. Les dirigeants politiques des démocraties contemporaines qui se plaignent de la télévision ressemblent à Angelo qui, dans *Measure for measure* (Mesure pour mesure), condamne la fornication alors qu'il en est l'instigateur dans la coulisse. Les gouvernements ne sont pas des vierges effarouchées face à la télévision. En vérité, ils se vautrent dans les mêmes draps qu'elle.

M. Warren Christopher dit des images télévisées qu'elles ne devraient pas être «l'Étoile polaire» de la politique étrangère. Pourtant, la Maison Blanche s'accommodait assez bien de ces images quand elles faisaient ressembler la guerre du Golfe à un jeu vidéo géant et qu'elles faisaient grimper au firmament la cote de popularité du président Bush.

Les images télévisées sont très acceptables si elles font élire des présidents et des premiers ministres, c'est-à-dire les dirigeants qui décideront de la politique étrangère. Des bribes fugitives et décousues d'une réalité visuelle, pour reprendre l'expression de George Kennan, dominent maintenant le principal rituel de nos démocraties. Nous faut-il donc croire que la dérision, la déformation, la dramatisation à outrance admissibles s'il s'agit de faire élire quelqu'un ne le sont plus lorsque le même média promène ensuite son regard autour du monde?

Admettons-le, depuis que les politiciens savent comment adapter l'échantillonnage de l'opinion publique et le marketing de masse des produits de consommation, l'image est devenue l'arme suprême de leur élection. Mais ce n'est pas tout. Une fois au pouvoir, ils ne peuvent s'en passer. De plus en plus, les gouvernements recourent à l'image pour vendre leur politique. La politique étrangère se définit, en partie, au fil d'un concours d'images. Les images télévisées conditionnent le public, dont des sondages mesurent constamment les opinions très simplifiées. Or, les politiques réagissent aux sondages.

M. Brian Mulroney chantant «When Irish Eyes Are Smiling» en duo avec Ronald Reagan au Sommet de Shamrock, c'était de la politique étrangère par opération médiatique interposée, tout comme la visite désastreuse du même Reagan au cimetière de Bitburg. Chaque fois que Brian Mulroney sortait en mer avec le président Bush, c'était un acte de politique étrangère canadienne. Quant à savoir si c'était habile du point de vue de la politique intérieure, je vous en laisse seuls juges.

La poignée de mains télévisée entre MM. Rabin et Arafat, orchestrée par Bill Clinton, a donné à la décision de ces deux hommes d'entamer des pourparlers une crédibilité mondiale instantanée dépassant de loin celle conférée par leurs signatures au bas d'un document.

Les gouvernements ne sont pas les victimes passives de la télévision. Quand Margaret Thatcher, Ronald Reagan et George Bush ont voulu partir en guerre sans se mettre l'opinion publique à dos, ils ont laissé les télévisions voir uniquement ce qu'ils voulaient aux Malouines, à la Grenade, au Panama et dans le Golfe. Pas question pour eux de répéter l'erreur du Vietnam. Le public, capable de vivre avec une dissonance, a applaudi à l'exclusion de la presse tout en applaudissant aux reportages de cette dernière.

Les gouvernements vivent par la télévision – et il leur arrive de périr par elle – mais il est hypocrite de leur part d'en déplorer l'influence. Dans nos démocraties, les créatures de la télévision, Ariel et Caliban modernes, ont été émancipées, mais le gouvernement, tel Prospero, essaie toujours d'user de sa magie pour les contrôler.

À présent, regardons la télévision de plus près. Aucun d'entre nous n'a besoin de cours sur la nature des images fugitives et décousues qui inquiètent George Kennan. Nous les voyons tous les soirs et, en l'espace de deux générations, elles sont devenues notre mémoire, les gardiens de notre histoire populaire.

Ce qui est plus intéressant, à mon sens, c'est l'éthique qui nourrit l'intelligence productrice d'images.

La télévision a hérité ses définitions des informations de la presse écrite, puis a évolué en marchand de nouvelles qui comprend mieux comment susciter la curiosité humaine à des fins mercantiles.

À mes tout débuts à l'agence Reuters de Londres, on m'a expliqué que les faits et gestes des gens célèbres, la montée et la chute des gouvernements et des économies, les guerres, les révolutions et les catastrophes, d'origine humaine ou naturelle, c'était cela l'information. Les médias modernes s'en tiennent à cette définition, certains avec un grand sérieux, d'autres avec légèreté. Il reste encore de bons journaux pour servir M. Trudeau à la place de dépêches diplomatiques dépassées!

Le journalisme télévisé est la fois sérieux et léger. Ses journalistes ont sans doute des intentions sérieuses, mais elles sont souvent banalisées par les impératifs commerciaux qui ont fait du champ d'attention limité et de la présentation kaléidoscopique des éléments si caractéristiques du média. Cependant, cela ne compte presque pas tant l'aphorisme de McLuhan, «le média est le message», se vérifie de plus en plus.

À l'instar de la politique étrangère canadienne, le journalisme télévisé est devenu adulte pendant la Guerre froide. Ma carrière a été jalonnée par une série d'événements marquants de cette période, du soulèvement hongrois au sommet Reagan-Gorbatchev. Par un petit matin d'août 1961, je me trouvais à la Porte de Brandebourg quand les Allemands de l'Est ont dressé les premières barrières de ce qui deviendrait le Mur de Berlin. Quelques caméras étaient présentes. Il fallait être là, sur place, pour vivre l'événement. En 1989, quand le Mur est tombé, je me trouvais à New York et c'est à la télévision, comme tout le monde, que j'ai vu ces incroyables images. Des collègues m'ont demandé si je regrettais de ne pas être là-bas. Oui, je le regrettais, mais je me rendais compte en même temps que je n'avais pas besoin d'être à Berlin, car la télévision en direct vous fait presque vivre l'événement comme si vous y étiez.

Pendant toutes ces décennies, la Guerre froide a défini l'image que l'on avait du monde. Puis, soudain, tout comme les gouvernements, les chercheurs et les services extérieurs, les médias ont perdu ce point de repère bien ancré et ils ont dû regarder le monde autrement. La télévision, en particulier, s'est tournée vers l'humanitaire.

Comme la chute du Mur de Berlin l'a montré, cette période coïncidait avec l'arrivée de nouvelles techniques merveilleuses, notamment de caméras plus légères qui exigeaient des intensités lumineuses moindres. Même des caméras vidéo amateur peuvent prendre des images diffusibles à la télévision. Grâce aux relais satellite portatifs, il est possible de diffuser et, pour les présentateurs vedettes, de commenter instantanément, de n'importe où.

On a assisté à une prolifération des chaînes de télévision, notamment de chaînes diffusant exclusivement des informations, assoiffées de nouvelles. Il y a eu aussi l'accès soudain à nombre de régions que la Guerre froide fermait naguère au reste du monde. La fin de cette Guerre froide a libéré une violence nationaliste et tribale qui charrie son lot inépuisable de souffrances humaines.

La télévision est à son aise avec les gens, pas avec les idées. Les conséquences humaines de la Guerre froide étaient souvent escamotées. Il s'agissait d'abstractions, de matières à débats dans des studios de télévision qui n'offraient souvent rien de plus intéressant visuellement que les allées et venues d'officiels à des conférences.

Les éminents représentants des Affaires extérieures trouvaient peut-être de telles images très stimulantes, mais ils n'avaient pas de savon à vendre ou, comme nous nous trouvons sur le territoire de Sam Slick, de camelote. Par territoire, j'entends la Nouvelle-Écosse, pas les Affaires extérieures.

À présent, les violations des droits de la personne, quelles qu'en soient les causes, n'échappent pas à l'oeil des caméras et ces dernières, ce qui est compréhensible, boivent du petit lait, provoquent la pitié et l'indignation des téléspectateurs dans leurs foyers. Je ne pense pas qu'il ait jamais existé pareil phénomène auparavant.

Autre gagnant à la fin de la Guerre froide, l'ONU, impatiente de réaliser des ambitions longtemps frustrées par les divisions du Conseil de sécurité, pressée d'intervenir pour maintenir la paix et soulager la souffrance. En outre, la seule superpuissance à survivre, les États-Unis, commencent à apprécier les vertus du multilatéralisme – que des pays moins puissants, comme le Canada, prônaient depuis des années – pour faire place nette au sud de ses frontières.

Cependant, l'élan qui poussait à intervenir a achoppé à d'autres réalités : une récession mondiale qui a entamé les revenus, accentué le chômage et rendu plus pénible encore la restructuration industrielle entraînée par la même révolution électronique qui anime le nouvel ordre de l'information. Ces réalités ont suscité une contre-tendance : la nécessité politique urgente de remettre en état ou de convertir des économies déformées par la Guerre froide.

Toutes ces tendances combinées ont donné un mélange grisant : de plus en plus d'opérations de maintien ou de rétablissement de la paix qui connaissent des déficits budgétaires et sociaux, et la voix des nouveaux isolationnistes qui s'est faite de plus en plus forte. Les gouvernements étaient à la fois pressés de faire quelque chose, de tout faire et de ne rien faire.

Pour M. John Ruggie, doyen de la School of International and Public Affairs de l'Université Columbia, la nouvelle situation a conduit les médias à «vouloir une politique étrangère plus humanitaire [. . .] une politique étrangère qui transcende l'intérêt national».

Selon M. Peter Rodman de la Johns Hopkins School of Advanced International Studies, il y a un risque que «notre impulsion morale l'emporte sur notre sens stratégique».

Cet argument laisse entendre que les francs-tireurs des médias internationaux ont fait feu de tout bois *pour* obtenir une intervention (reste à savoir si les francs-tireurs sont capables de tirer), excitant leurs publics pour qu'ils poussent les gouvernements à agir.

Ce fut le cas au départ en Somalie et peut-être en Bosnie, mais une autre vague a suivie en réaction. La télévision observant la mission des Nations Unies en Somalie s'enliser dans la violence et témoignant de l'augmentation des pertes – notamment du côté américain – le baromètre politique a rapidement oscillé en faveur du retrait, ce qui a obligé le président Clinton à définir ses objectifs avec plus de précision et à limiter la présence américaine dans le temps.

En revanche, la vision de souffrances épouvantables en Bosnie a provoqué non pas une alerte générale pour une intervention décisive, mais un sentiment croissant d'impuissance et de résignation à mesure que les complexités et les relativités morales sont devenues plus apparentes au public comme au gouvernement.

Comme le faisait remarquer dernièrement Roger Rosenblatt, chroniqueur de notre émission :

Il se peut que l'on exagère le pouvoir des images. Souvent, elles provoquent une poussée d'adrénaline, mais cette poussée retombe vite et, que reste-t-il alors? Des faits à trier et un intérêt personnel. Les gens semblent comprendre que cela est vrai. Autrement, tout ce qu'il faudrait pour nous faire entrer en guerre, c'est une caméra de télévision, or ce n'est pas le cas. Pas même pour la Somalie. Toute image donne une version d'un événement, souvent extérieure. Il nous arrive de vouloir ne voir que celle-là, de vouloir ne voir que par elle.

Les présidents américains se sont servis des poussées d'adrénaline à différentes fins. À propos de l'intervention de George Bush en Somalie, M. George Kennan disait :

[. . .] il faut en chercher l'explication principale dans ses souvenirs du succès politique qu'a été l'intervention dans le Golfe persique et dans l'espoir qu'une autre opération de cette nature susciterait un enthousiasme populaire similaire qui lui permettrait de quitter la Maison Blanche auréolé d'une certaine gloire [. . .]

Pour ce qui est de la Bosnie, il était à l'avantage électoral du candidat Bill Clinton de reprocher à M. Bush son inaction et de promettre des mesures plus fermes s'il était élu. Finalement, ces mesures – des raids aériens contre l'artillerie serbe et des armes pour les Bosniaques – n'ont pas eu l'appui de la communauté internationale, ce qui a contraint le président Clinton à une inaction relative. Dire que MM. Bush et Clinton étaient prisonniers d'un appel populaire à l'intervention suscité par des images télévisées, c'est ne pas tenir compte des calculs politiques, c'est-à-dire de leur volonté d'utiliser l'occasion à des fins autant politiques qu'humanitaires.

En général, les médias et le public ont tendance à suivre des dirigeants solides, capables de reconnaître dans le feu de l'action l'intérêt national évident. Cela reste aussi vrai à l'ère de la télévision que par le passé. Les choix de politique étrangère sont déterminés par un président ou un premier ministre jusqu'à ce que ces derniers ne maîtrisent plus le problème mais se laissent dominer par lui. Tant qu'ils ont les choses en main, la télévision leur sert de mégaphone, expliquant, vendant, critiquant leur politique et agissant tel un catalyseur dans la réaction chimique entre les détracteurs et les partisans d'une politique au sein et en dehors du gouvernement.

Si la télévision sent que le pays approuve en général une politique – notamment s'il y a des troupes sur le terrain, elle amplifie une action en particulier au point de la rendre stupéfiante.

En revanche, quand les événements volent la vedette à un dirigeant, la télévision insistera lourdement sur son impuissance, son inaction, sa paralysie apparente ou ses réactions démesurées. Je pense à Jimmy Carter dans la crise des otages en Iran.

En attirant l'attention sur des événements particuliers et en faisant monter la température, les médias modernes et les sondages qu'ils suscitent amènent plus encore les dirigeants politiques à devoir non pas forcément agir d'instinct, mais à trancher. Comme l'expliquait dernièrement M. Jack Matlock, ancien ambassadeur des États-Unis à Moscou :

Les fonctionnaires ont des comptes à rendre au public et, à tout le moins, ils doivent choisir entre agir ou expliquer pourquoi ils ne font rien [. . .] quand la télévision apporte l'événement dans le salon des gens, les décideurs se retrouvent privés d'une option, celle d'ignorer l'événement en question. Si cela contribue à définir un programme, alors ce n'est peut-être pas plus mal.

Il se trouve que l'effondrement du communisme et l'apparition de nouvelles techniques ont mis en évidence beaucoup de problèmes négligés dans la bataille de la Guerre froide – l'environnement, l'écologie mondiale, les disparités entre le Nord et le Sud pour ce qui est des ressources et du niveau de vie, et les droits de la personne. Il y a des choses que les caméras peuvent voir maintenant. Or, de plus en plus, cela conduira les publics et les gouvernements à s'y intéresser.

Les décideurs canadiens qui, justement, insistent sur ces sujets depuis des années, devraient se féliciter de cette pression.

Donc, l'alarme sonnée par M. George Kennan et M^{me} Barbara McDougall semble signifier ceci : les dirigeants politiques ne doivent pas être esclaves des puissants nouveaux médias. Cependant, dans les démocraties d'aujourd'hui, aucun dirigeant moderne ne prend ses fonctions sans connaître le pouvoir des médias sur l'opinion publique. Car tous s'en sont servis pour arriver à leur poste et doivent continuer de s'en servir pour le conserver. Aucun n'est vraiment le Prospero qu'il souhaite sans doute être. En effet, il leur faut à tous affronter une opposition et la concurrence de nombreux groupes d'intérêt qui utilisent le même média pour gagner les faveurs de l'opinion.

La couverture télévisée instantanée, dans le monde entier, a rendu l'influence des médias sur l'opinion publique plus spectaculaire. Elle confère plus d'importance à l'aptitude d'un gouvernement à réagir vite et à se prononcer clairement sur l'intérêt national.

Si des responsables comme Warren Christopher ne veulent pas que les images télévisées soient l'Étoile polaire de la politique étrangère, ils feraient mieux de dire quelle étoile les guide.

Le nouvel ordre de l'information oblige le gouvernement à tenir compte des arguments publics plus rapidement et plus sérieusement qu'il n'était sans doute nécessaire en des temps plus amorphes. Mêmes les Canadiens, longtemps remarquables par la déférence qu'ils vouaient à leur gouvernement, s'interrogent maintenant sur l'inaffabilité officielle. Le flot d'informations déversées par les nouveaux médias encourage l'opinion publique à douter que des représentants élus ou des fonctionnaires aient le monopole de la sagesse ou une perception inspirée de l'intérêt national.

Dans ce climat, une politique décidée tout en dialoguant franchement avec une population attentive et à l'écoute, même si cela complique la tâche des décideurs, doit être une meilleure politique que celle concoctée derrière des portes closes et communiquée comme s'il s'agissait d'une révélation divine.

Dans les choix difficiles qui nous attendent – donner forme au nouvel ordre mondial tout en défendant notre niveau de vie, trouver un équilibre entre nos intérêts égoïstes et ceux des autres, nécessairement restreindre certaines attentes sur une planète dont il est plus évident qu'elle ne peut satisfaire à toutes les exigences humaines – le consensus national s'imposera davantage, surtout dans une nation aussi fracturée que le Canada aujourd'hui. Or, c'est en jouant cartes sur table que l'on arrive le plus sûrement au consensus, et la franchise, même dans le désordre, est l'essence de la démocratie. Pour paraphraser Woodrow Wilson, de francs compromis, auxquels on arrive en toute franchise, conviennent au cours de ces temps,

Enfin, la vertu suprême des nouveaux médias miraculeux est sans doute qu'ils ont réduit les dimensions de la Terre dans nos esprits. Ils nous ont fait prendre davantage conscience de ce que nous appartenons à une même espèce, qui peuple une même planète. Peut-être que cela amène les populations, notamment des pays les plus favorisés, à penser plus sur le mode de la coopération et plus encore sur celui de la supranationalité.

Étant donné que nous autres, Canadiens, dédaignant le nationalisme, nous semblons avoir le supranationalisme dans nos gènes politiques, peut-être devons-nous nous exclamer avec Edouard Chevardnadze, «Louée soit la technologie de l'information!»